

Le pouvoir aux travailleurs

19 octobre 2008

N° 148

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

<u>SOMMAIRE</u>	PAGES
<u>EDITORIAL :</u>	
- LA FAILLITE D'UN SYSTEME QU'IL FAUT RENVERSER AVANT QU'IL NE PRECIPITE LE MONDE ENTIER VERS LA CATASTROPHE	2 - 3
- ELECTIONS PRESIDENTIELLES : REPOUSSES OU PAS ELLES NE SONT PAS UNE REPONSE AUX MAUX DES CLASSES PAUVRES.....	4
- FPI, PDCI, RDR : BONNETS BLANCS, BLANCS BONNETS	5
- PROCES DANS L'AFFAIRE DES DECHETS TOXIQUES : LE GOUVERNEMENT MONTRE SON MEPRIS A LA POPULATION	5
- II FAUT BIEN TROUVER LE FINANCANCEMENT POUR ENGRAISSER TOUS CES HAUTS DIRIGEANTS AU SOMMET DE L'ETAT !	6
- AFFAIRE DE LAIT CHINOIS CONTAMINE : LA COTE D'IVOIRE N'EST PAS A L'ABRI	7 - 8
- TEMOIGNAGE D'UN TRAVAILLEUR DE SBT LICENCIE ABUSIVEMENT APRES QUATRE ANNEES D'EXPLOITATION	9
- LA SEMPA VEUT IMPOSER UNE ASSURANCE MALADIE AUX DOCKERS	9 - 10
- BATIMENT : LA VORACITE DES PATRONS A LA BASE DES ACCIDENTS	12
- DARLING : METTRE FIN AUX ATTAQUES REPETEES DU PATRON	12 - 13
- SATOCI - CIREPCI : ATTENTION. DANGER !	13
- IL Y A 50 ANS : A L'APPEL DE SEKOU TOURE, LES GUINEENS VOTAIENT NON AU REFERENDUM DE DE GAULLE.	14 - 15

**LA FAILLITE D'UN SYSTEME QU'IL FAUT RENSER AVANT QU'IL NE
PRECIPITE LE MONDE ENTIER VERS LA CATASTROPHE**

La crise financière qui est partie des Etats-Unis et qui a entraîné comme un jeu de dominos la faillite de nombreuses banques en Europe notamment, aura, et a déjà, des répercussions négatives sur l'ensemble de l'économie mondiale. De nombreuses entreprises anticipent déjà sur la baisse de la consommation en licenciant de manière préventive une partie de leurs personnels. Et ce surplus de chômage s'ajoutant aux millions de travailleurs déjà au chômage avant même que n'éclate cette dernière crise ne fera qu'aggraver la baisse de la consommation et provoquer d'autres fermetures d'entreprises.

Cette crise illustre une fois de plus l'aberration de ce système capitaliste qui, même quand il fonctionne « normalement » plonge dans la misère une grande partie de la population laborieuse, y compris dans les pays riches. Toutes les richesses produites du travail humain se trouvent concentrées dans les mains de la grande bourgeoisie qui pille, exploite et sème la désolation aux quatre coins de la planète. Et c'est cette même classe exploiteuse qui fait payer les frais de sa crise à ceux qui en sont déjà les victimes. Les Etats des puissances impérialistes entièrement dévoués à sa cause ont déversé des sommes colossales au profit des grandes institutions financières pour tenter de juguler les faillites en cascade. Et ces sommes, ce sont les contribuables, c'est-à-dire principalement les classes laborieuses qui les payeront d'une manière ou d'une autre. Cela montre oh combien il est plus que jamais nécessaire de mettre fin à ce système inique où la recherche du profit maximum et la concurrence entre les puissances d'argent entraînent la planète toute entière vers une catastrophe. La grande crise de 1929 qui avait fait naître le fascisme en Allemagne et en Italie et qui a abouti à la deuxième guerre mondiale a déjà illustré la barbarie à la quelle peut conduire ce système.

Contrairement à ce que disent un certain nombre de dirigeants et d'intellectuels africains, cette crise ne se cantonnera pas aux frontières des puissances occidentales. Le président sénégalais avait déclaré avec un sourire que

c'était « une crise de riches » et que ses conséquences seront « marginales par rapport à l'Afrique profonde ». Un éditorialiste d'un grand magazine africain parle même des « bienfaits » de cette crise. « Il suffit, dit-il, de regarder autour de soi » pour s'en apercevoir. La « détente » des prix des denrées alimentaires et des matières premières est selon lui le « premier effet salutaire de cette crise ». Mais où a-t-il observé la baisse des prix des denrées alimentaires en Afrique? Depuis cette crise le prix du riz a augmenté à Dakar par exemple alors que la population est déjà victime de la flambée précédente des prix. A Abidjan on n'a constaté aucune diminution des prix des denrées, pas même du prix du carburant dont le pays est producteur alors qu'effectivement le cours international du pétrole a, lui, diminué.

Par contre, la baisse de 15% du cours mondial du coton aura à coup sûr des conséquences néfastes sur les populations paysannes des pays africains comme le Mali, le Burkina ou le nord de la Côte d'Ivoire. Les trois millions de personnes qui vivent, rien qu'au Mali, de la production du coton sont déjà touchées. Leurs revenus déjà maigres vont baisser alors que parallèlement ils subissent le renchérissement du coût des produits alimentaires et des autres dépenses.

Avant même que cette dernière crise n'éclate, les populations pauvres des pays africains étaient déjà exsangues. Avec la crise leur sort ne fera qu'empirer. Le peu d'aides qui venaient des pays riches vont encore diminuer même s'il est vrai que la grande partie de ces aides était détournée vers les poches de nos dirigeants et contribuait à l'enrichissement de la bourgeoisie du pays donateur.

S'il y a une conclusion à tirer de cette nième crise du système capitaliste c'est que c'est un système en faillite qu'il est plus que jamais temps de renverser pour le remplacer par un autre et dont la logique ne serait pas la recherche du profit mais la satisfaction des besoins de la population. Il faudra pour cela exproprier ceux qui détiennent les moyens de productions et les capitaux pour les mettre aux service de tous, à commencer par ceux qui manquent du strict minimum. Cela ne pourra se réaliser que si la classe laborieuse s'organise en conséquence pour prendre en main son destin en même temps que celui de toute la société.

<p>ELECTIONS PRESIDENTIELLES : REPOUSSEES OU PAS, ELLES NE SONT PAS UNE REPONSE AUX MAUX DES CLASSES PAUVRES.</p>
--

Depuis 2005, les élections présidentielles vont de report en report. Le 30 novembre 2008, qui était la dernière date retenue, a été rejetée à son tour. Les tenants du pouvoir parlent maintenant d'organiser le premier tour des élections au 1^{er} trimestre 2009, sans donner plus de précision.

Il faut savoir que pour les prétendants au pouvoir et leurs clans respectifs, accéder au pouvoir et s'y installer, c'est la garantie d'avoir des postes lucratifs et la mainmise sur les caisses de l'Etat. C'est dire l'importance de l'enjeu pour les différents clans en compétition pour le scrutin à venir. Tout le reste, les discours de campagnes, les promesses et autres programmes, ne sont que des accessoires et des mots creux destinés à tromper les électeurs et à capter leur voix.

Pour arriver au pouvoir, ces gens-là sont prêts à tout : magouilles ; massacres de populations ; incitation à la xénophobie, à l'ethnisme et au nationalisme ; coup d'Etat ; assassinat, etc. Tout cela, nous l'avons vu et surtout vécu et subi en Côte d'Ivoire.

On peut rappeler que lors des dernières élections en date, celles de 2002, Gbagbo et Guéi s'étaient débrouillés pour écarter Bédié et Ouattara de la candidature. Et le jour des résultats, il y a eu deux vainqueurs autoproclamés. Chacun des deux s'était livré à une sorte de partie de « poker menteur ». Finalement, à ce jeu, c'est le « boulanger » qui avait eu le dessus.

Gbagbo et son clan font comme leurs compères Compaoré et Bongo, du Burkina et du Gabon, ou, d'ailleurs, comme Houphouët avant eux : « tant que je tiens le pouvoir, se disent-ils, je le garde » ! Déjà, pour le prix d'un mandat, Gbagbo en aura finalement presque deux, en 2009. Ni lui, ni son clan, n'ont envie de lâcher ce pouvoir auquel ils ont pris goût et qui rapporte gros ! Mais Bédié, Ouattara et leurs clans respectifs ne l'entendent certainement pas de cette oreille.

A ce jeu, qui se joue finalement sur la peau des pauvres, s'y ajoute Guillaume Soro et son clan. Eux, leurs ambitions pour cette fois-ci, ce n'est pas de s'installer à la présidence. Mais ils n'entendent pas non plus quitter la scène, même momentanément, avant d'avoir palpé des milliards de francs, qu'ils estiment sans doute comme étant leur dû, du fait qu'ils tiennent encore aujourd'hui le contrôle économique de toute la zone Nord du pays. Et l'abandon par eux de cette sinécure au profit du pouvoir central est l'objet d'un monnayage qui n'a pas encore abouti. C'est peut-être la principale raison pour laquelle les Forces nouvelles ont demandé le report des élections présidentielles, lors de la réunion qu'ils ont tenue il y a quelques jours.

Dans cette lutte pour le pouvoir, le vainqueur défendra les intérêts de la classe possédante, les siens propres et ceux de son clan. Dans tous les cas, les intérêts des travailleurs ne seront pas défendus, voire, seront combattus. Il n'est pas possible de concilier les intérêts de la chèvre et ceux du chou, pas plus que des exploités et des exploités.

FPI, PDCI, RDR : BONNETS BLANCS, BLANCS BONNETS

Le 4 octobre dernier, se tenait la convention du RDR. A cette occasion, Alassane Ouattara a dévoilé son projet de gouvernement. Il a parlé de scolarisation gratuite jusqu'à l'âge de 15 ans ; la construction de nombreux hôpitaux et centres de santé ; la construction et la réhabilitation de routes, d'écoles ; des logements économiques que les acquéreurs payeraient 25 000 Frs par mois durant 25 ans, pour devenir propriétaires ; il a parlé aussi de recrutement de 60 000 enseignants, etc.

A vrai dire, tous ces projets sont, pourrait-on dire, élémentaires et finalement dérisoire, même si la démagogie n'est pas absente des déclarations grandiloquentes de leur auteur. Les besoins sont énormes et

les coûts de réalisation à la portée des moyens dont dispose l'Etat ivoirien.

Pourtant, croire à ces promesses, c'est oublier que l'homme est déjà passé à la tête du pays et que ce passage s'est traduit par le contraire de ce qu'il annonce pour demain s'il est élu. Ce sont des milliers de fonctionnaires qu'il avait jeté à la rue. C'est aussi lui qui avait institué les salaires à « double vitesse » des enseignants ; les cartes de bus payantes pour les élèves, etc.

Mais le plus risible dans l'affaire, c'est que les journaux proches du FPI ont tous crié au plagiat de leur programme de gouvernement, eux qui sont au pouvoir depuis 2000. Comme quoi, quand il s'agit de tromper la population, ces gens là ne manquent pas d'idées.

PROCES DANS L'AFFAIRE DES DECHETS TOXIQUES : LE GOUVERNEMENT MONTRE SON MEPRIS A LA POPULATION

Il y a trois semaines que s'est ouvert le procès du scandale des déchets toxiques. Ce procès qui est une vraie mascarade se présente comme une continuité dans la prétendue « campagne pour la moralisation de la vie publique » initiée par Gbagbo à l'approche des élections. D'ailleurs, cette mascarade a vite été arrêtée. Les accusés présents ayant argué que le principal accusé dans cette affaire, Trafigura, n'était pas présent au procès.

Comment comprendre qu'il faille deux ans pour ouvrir ce procès qui a fait de nombreux morts et des dégâts incalculables sur la vie des populations ? De plus, rien n'a été fait pour arrêter les principaux

responsables qui étaient à la tête du Port Autonome d'Abidjan, de la Douane et du district d'Abidjan. Le gouvernement avait tout juste arrêté quelques lampistes. Ils ont servi de boucs émissaires.

Cette affaire a fait de nombreuses victimes et jusqu'à ce jour on ne mesure pas encore toutes les conséquences provoquées par les déchets qui ont été déversés dans la nature. D'ailleurs, encore aujourd'hui, des déchets non encore ramassés continuent de polluer.

Jusqu'à la fin les autorités auront montré leur mépris pour la vie et la santé de la population !

L E U R S O C I E T E

II FAUT BIEN TROUVER LE FINANCANCEMENT POUR ENGRAISSER TOUS CES HAUTS DIRIGEANTS AU SOMMET DE L'ETAT !

Il y a quelques mois le prix du pétrole sur le marché international grimpait de façon fulgurante presque chaque jour jusqu'à atteindre le sommet de 147 dollars le baril. Le prix du carburant a subi de fortes augmentations malgré le mécontentement des populations. On a vu des autorités faire des apparitions à la télévision pour tenter d'expliquer la hausse des prix et nous faire accepter cette réalité. Pour ces dirigeants nous dépendions du marché international et il était impossible, selon eux, de maintenir le prix du carburant à son

niveau antérieur sur le marché local pendant que celui du marché mondial s'envolait.

Mais depuis le mois de juillet, le prix de pétrole ne fait que chuter. Au moment où l'on écrit cet article le prix du baril est estimé à 68 dollars américains c'est-à-dire moins de la moitié de 147 dollars atteints à certains moments. Pourtant nos autorités continuent de vendre le pétrole comme si son prix d'achat était encore en hausse.

COMBIEN COÛTE LA VIE D'UN PAUVRE, DANS UN SYSTEME CAPITALISTE ?

Un policier détaché au Cecos avait tué un chauffeur de Gbagka qui refusait de se faire racketter. C'était en février 2007. Il vient de passer par la justice de Ange Kessi : il a écopé de 3 ans de prison et de 100.000 Fr d'amende. Autant dire, rien ! Il n'a même pas été radié de la police. Ces gens-là parlent de « bavure » policière,

là où il y a meurtre ! D'ailleurs, qui peut croire que cet assassin restera à la Mama ?

Dans ce monde de riches, la vie d'un pauvre, ça vaut zéro. Surtout quand l'auteur d'un meurtre est un exécuteur des basses œuvres de ce système injuste et barbare !

CES GENS QUI PARLENT DE LA PAUVRETE A TRAVERS DES CHIFFRES

Le journal Fraternité matin nous apprend que le 16 octobre était « la journée mondiale de l'alimentation ». A cette occasion, selon la FAO (Fonds des Nations Unis pour l'alimentation et l'agriculture) le taux de pauvreté en Côte d'Ivoire est passé de 38% en 2002 à 43,6% en 2006. Pour 2008, elle ne connaît pas encore ! Ces chiffres sont peut-être fantaisistes et ne reflètent que partiellement la réalité qui, elle, est sans doute plus grave

En effet, qui ne sait pas qu'en Côte d'Ivoire, même ceux qui ont du travail deviennent d'années en années toujours plus pauvres. L'inverse aussi est une réalité : les riches deviennent de plus en plus riches ! Et cela, qu'il ait guerre ou pas guerre, crise ou pas crise ! Est-ce qu'avant 1999, il y avait la guerre ? Si, il y avait la guerre des classes ! La guerre que les riches mènent chaque jour contre les travailleurs !

L E U R S O C I E T E

Pour arrêter la montée de la misère, il faudrait que les travailleurs s'organisent. Ce serait un moyen efficace de combattre ce fléau qui fait

des ravages dans la société. Mas ça, ce ne sont ni la FAO, ni Fraternité Matin qui le diront.

LUTTE CONTRE LE RACKET : UNE LEÇON A RETENIR !

Deux gendarmes ont été obligés de fuir, pris à partie par la population, alors qu'ils rackettaient les chauffeurs des véhicules. Cela s'est passé le 13 octobre à Niangon Nord.

Ces deux gendarmes sont arrivés sur les lieux à bord d'un véhicule personnel, comme ils ont coutume de faire. Voulant ramasser le plus d'argent dans un minimum de temps, ils ont eu la fâcheuse idée d'arrêter quasi systématiquement tous les véhicules qui passaient et de confisquer permis de conduire et pièces de véhicule. Ensuite ils ne rendaient les papiers à leurs propriétaires que moyennant de l'argent. Heureusement pour les rackettés, un attroupement s'est créé. Le ton est alors monté de quelques crans. Certains se sont armés de bâtons et de cailloux. La peur a alors

changé de camps. Les 2 voleurs se sont empressés de prendre leur véhicule et quitter les lieux sans demander leur reste.

Comme cette affaire a fait du bruit, Ange Kessi dit qu'il est en train de mener une enquête pour sanctionner les fautifs. Chacun sait ce que donne ce genre d'enquête, depuis le temps qu'ils disent lutter contre le racket.

La seule manière efficace pour combattre le racket, c'est justement la force collective comme c'était le cas à Niangon. Il est vrai que les bâtons et les cailloux ont un peu aidé à cette occasion. On se demande d'ailleurs pourquoi Ange Kessi ne propose pas cette solution à la télévision, lui qui prétend lutter contre le racket ! Ou bien c'est « *anango plan* » il fait ?

AFFAIRE DE LAIT CHINOIS CONTAMINE : LA COTE D'IVOIRE N'EST PAS A L'ABRI

Du lait impropre à la consommation, dangereux pour la santé, venant de chine, est distribué dans toutes les boutiques en Côte d'Ivoire, comme un peu partout en Afrique. De nombreux enfants ont déjà trouvé la mort en Chine, après avoir consommé ce lait.

Au lieu de prévenir les parents sur la dangerosité de ce lait, surtout pour les enfants, et retirer d'urgence

tout le stock dans les boutiques, le journal Fraternité Matin daté du 17 octobre informe ses lecteurs de la façon suivante : « *les services vétérinaires de Côte d'Ivoire rassurent les populations de ce que les produits laitiers examinés jusqu'à ce jour ne sont pas contaminés* » et de conclure : « *le lait frelaté provenant de la Chine et qui a déjà fait des morts, n'a pas encore atteint le marché ivoirien, ...* ».

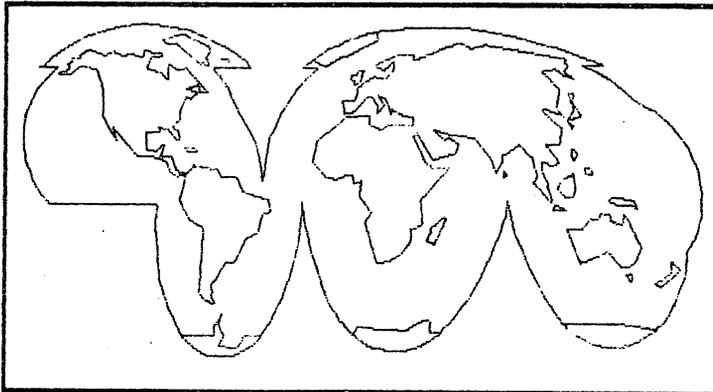
L E U R S O C I E T E

Comment qualifier l'irresponsabilité flagrante des autorités ivoiriennes relayées par ce journal ? En tout cas, elle est à la mesure de celle des capitalistes chinois qui ont fabriqué ce lait, tout en sachant que le produit chimique qu'ils ont ajouté à ce

lait était mortel. Mais du moment que leurs marchandises leur procuraient du profit, le reste leur importait peu !

C'est ça le capitalisme : un système barbare où la seule chose qui compte c'est le profit, même si ça doit tuer !

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

TEMOGNAGE D'UN TRAVAILLEUR DE SBT LICENCIE ABUSIVEMENT APRES QUATRE ANNEES D'EXPLOITATION

SBT est une entreprise basée en zone industrielle. Elle est spécialisée dans la fabrication de palettes. Ces palettes sont livrées à plusieurs entreprises de la place pour le stockage voire le transport de leurs produits. C'est une entreprise florissante mais la situation des ouvriers qui y travaillent n'est pas enviable pour autant :

Je travaille à SBT depuis quatre années maintenant. Dans cette entreprise, notre travail est réparti en plusieurs sections. Le bois qui sert à la fabrication des palettes vient sous forme de planches. Il faut d'abord le raboter, l'ébouter c'est-à-dire le couper en largeur, ensuite il faut le scier (le couper en longueur), le raboter de nouveau et enfin confectionner les palettes. Pour tout ce travail, cette entreprise emploie autour de soixante dix (70) ouvriers. Nous sommes des journaliers. Ceux que les patrons font passer pour des embauchés, une vingtaine environ, sont des contractuels signant des contrats de deux à trois mois. A la différence des autres, nous bénéficions d'un congé payé et d'un salaire de base mensuel de l'ordre d'une cinquantaine de mille francs, alors que les autres sont

pointés à la journée et ne bénéficient pas de congés.

Le rythme de travail est difficile. Pendant que j'étais journalier, j'ai fait près d'un an de travail de nuit. J'étais devenu nocturne comme une chauve-souris. En plus, le patron est tellement dur que tu peux te faire retirer deux heures de paie si simplement tu es pris en train de rire pendant le travail.

Pour avoir demandé un acompte je me suis fait renvoyer. En fait, le 12 septembre, j'ai demandé une avance sur salaire. Je me suis adressé à la direction. Là bas, ils m'ont renvoyé à la comptabilité. Là aussi, ils m'ont renvoyé chez le chef de personnel qui ne voulait manifestement pas me recevoir. J'ai eu des disputes avec celui-ci. A la suite de cela, j'ai été renvoyé sans préavis alors que je n'étais qu'à mon premier mois de contrat qui était sensé me protéger durant 3 mois. Comme droit on ne m'a payé que les 12 jours travaillés.

Je ne compte pas laisser passer cette affaire comme ça et compte recourir à la justice. Même si je sais d'expérience que la justice est du côté des riches.

LA SEMPA VEUT IMPOSER UNE ASSURANCE MALADIE AUX DOCKERS

Le SEMPA (Syndicat des Entreprises Manutentionnaires du Port Autonome), entreprise qui gère la main d'œuvre des dockers, a récemment décidé d'obliger ceux-ci à souscrire à

une assurance maladie, en prélevant environ 18 000 F par mois sur la paie de chaque travailleur. Du coup, les dockers refusent d'y souscrire et les patrons menacent.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Bien sûr, une assurance maladie serait la bien venue pour les travailleurs qui exercent dans le port. Ils sont les premiers à être exposés à toute sorte d'intoxication. Cela est d'autant plus nécessaire que les soins dispensés dans les hôpitaux sont hors de prix pour les travailleurs. En plus, avec l'accumulation des ordures dans la ville, les risques de typhoïde, de fièvre jaune ou même de choléra se sont accrus dangereusement.

Avant que SEMPA n'oblige les dockers à adhérer à cette assurance, les travailleurs dépensaient beaucoup d'argent en cas de maladie. Mais ils pouvaient au moins encore se soigner. En effet, SEMPA prenait en charge, sous forme d'avance, les frais de maladie du docker jusqu'à sa guérison. Ensuite, cet argent était prélevé petit à petit sur son salaire jusqu'au remboursement total. Même si l'ouvrier souffrait pour rembourser sa dette, au moins, avec un peu de « chance », il pouvait encore être soigné. Mais maintenant, même ça, ce n'est plus possible. SEMPA refuse d'avancer l'argent et s'en sert comme chantage pour obliger les dockers à adhérer à l'assurance maladie.

Les travailleurs voudraient bien adhérer à cette assurance. Le problème c'est que la vie est tellement chère que les salaires sont à peine

suffisants pour assurer le minimum vital. Les travailleurs ne peuvent donc pas supporter un prélèvement de 18 000 F par mois dans le salaire. Or si la SEMPA était vraiment soucieuse de la santé des travailleurs, comme elle le laisse entendre, elle aurait imposé au patronat du port de payer le coût de cette assurance. Après tout, n'est-ce pas grâce au travail des dockers qu'ils empochent des bénéfices énormes ?

Cependant, ce n'est pas sur SEMPA que les travailleurs peuvent compter pour imposer le paiement du coût de l'assurance au patronat du port. SEMPA, n'est que la représentation organisée du patronat exerçant au port.

Aujourd'hui, SEMPA n'est pas prête à reculer. Pour arriver à ses fins, il fait miroiter aux dockers qui accepteraient de souscrire à cette assurance un statut de docker « permanent ». En ce qui concerne la minorité des dockers « permanents », le patron menace de les remplacer par des non permanents. C'est la politique de division que SEMPA a choisi de mener, pour arriver à ses fins.

Du côté des travailleurs, ça murmure de partout. Ils ne sont pas d'accord de se laisser faire comme ça.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

MAERSK LINE LE PDG DU GROUPE, EN VISITE EN CÔTE D'IVOIRE : RIEN DE CONCRET POUR LES TRAVAILLEURS

Le PDG mondial de MAERSK était en Côte d'Ivoire du 06 au 12 septembre. Sa société est une des plus importantes entreprises liées au trafic maritimes basées au port. Pendant toutes ses tournées, comme il fallait s'y attendre, il est resté muet sur la situation des travailleurs qui pourtant sont à la base des bénéfices réalisés par cette entreprise.

La plupart des travailleurs de Maersk n'ont appris la visite de ce PDG que par les médias. A chaque étape de ses rencontres au sommet de l'Etat et à la direction du port, il ne ratait aucune occasion d'annoncer sa participation à l'extension des infrastructures portuaires. Pourtant

certains de ses entrepôts et l'espace extérieur réservé à toute sortes d'engins, ne sont même pas bitumés. Et là, les travailleurs sont exposés à toutes sortes de maladies. Le matériel de travail est de plus en plus vieillissant. Les pannes sont répétitives. Cela rend le travail encore plus pénible. En plus la précarité de l'emploi se généralise à tous les niveaux chez Maersk.

Ce patron nous fait la démonstration que son objectif c'est uniquement faire du profit. L'amélioration des conditions de vie et de travail des ouvriers n'est pas son affaire !

DG, ARRETE TON CINEMA !

Le Directeur Général de l'Entreprise Maersk Line se plaint toujours de ses travailleurs. Il trouve qu'ils sont paresseux, qu'ils ne travaillent pas comme il se doit. Monsieur estime que les camionneurs devraient faire au moins cinq livraisons par jour. Ce qu'ils n'arrivent pas généralement à faire eu égard à la défaillance du matériel roulant ; aux nombreux embouteillages ; souvent au manque de remorques. Bref, assis dans son bureau climatisé, il pense que sur le terrain les travailleurs ne font rien. Pour montrer « l'exemple », il s'est lui-même mis en tenue d'apprenti camionneur et est venu assurer le service.

D'abord le matin, le big boss n'a pas voulu se salir les mains, comme tout bon apprenti, en lavant le camion, en contrôlant le niveau de l'huile et du carburant : quelqu'un d'autre l'a fait à sa place. Pendant la journée, il a à peine effectué un voyage et il était déjà fatigué.

Et pourtant, ce qu'il a vu n'est rien d'autre qu'un petit pan de la réalité que vivent les travailleurs chaque jour. Monsieur le faux apprenti, il n'est pas tout de faire uniquement le poste d'apprenti et croire qu'on a déjà tout vu, il faut que la prochaine fois, il passe au volant pour constater lui-même la difficulté que les conducteurs ont à éviter le moindre accrochage.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Il ne faut pas qu'il oublie le poste où travaillent les commis et surtout qu'il veille à ne pas se tromper dans les enregistrements. Il y a aussi le poste de nettoyeur de containers qu'il doit exercer de même que passer une

journée devant la porte en tant que vigile.

Et pour finir, il faudrait que nous lui rappelions que nous avons besoin d'un salaire décent pour faire vivre nos familles.

BATIMENT : LA VORACITE DES PATRONS A LA BASE DES ACCIDENTS

Dans le secteur du BTP où pourtant les risques d'accident sont énormes, il y a un manque total de moyens de sécurité. Les accidents sont toujours les conséquences de l'avidité et surtout du mépris que les patrons ont pour les travailleurs. Sur des chantiers où les travailleurs se trouvent souvent à des hauteurs de plus de 15 mètres, ils travaillent sans filets de protection, ni casque, ni chaussures de sécurité etc.

Tout dernièrement, la dalle d'une maison en construction, dans le quartier résidentiel de Marcory, s'est écroulée sur les ouvriers. L'accident a fait 6 blessés dont deux cas graves évacués au Chu par les sapeurs pompiers. Cet accident n'est ni un simple hasard ni un cas isolé.

Il y a quelques semaines, sur le chantier de la nouvelle CNPS en construction au Plateau, un ouvrier a fait une chute. Il a été gravement blessé. La direction de la Sonitra l'a conduit à une clinique. Mais une fois les premières blessures soignées, la direction l'a abandonné. Le travailleur est sans salaires. Ne parlons même pas de rééducation souvent nécessaire après un accident comme celui-là.

De plus, les travailleurs ne sont jamais déclarés à la CNPS et les patrons n'assurent que leurs matériels sur les chantiers. Du coup, ces accidentés ne sont jamais dédommagés ni pris en charge. Le reste de leur vie n'est que misère.

DARLING : METTRE FIN AUX ATTAQUES REPETÉES DU PATRON

Depuis plusieurs mois, notre direction nous porte des coups. Quand ce ne sont pas des mises à pieds, ce sont des renvois.

Il y a un mois, le patron a loué le service d'un huissier de justice pour venir enquêter sur le rendement d'un de nos collègues que ses sous fifres qualifient de paresseux et récalcitrant. L'huissier en question a interrogé trois travailleurs dont des délégués. Ils ont tous parlé des difficultés de travail et

l'impossibilité de faire le rendement demandé. Un des travailleurs interrogé a même dit ceci à l'huissier : «ma femme réclame le divorce parce que depuis un bon moment je ne fais que lui donner dos, tellement je rentre éreinté du travail ». Une façon de dire à l'envoyé du patron que le travail est épuisant. Mais comme l'huissier est à la solde du patron, il a établi un rapport tronqué. Le patron s'est servi de ce rapport pour déposer une lettre

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

de licenciement à l'inspection de travail. L'inspection du travail saisie de la lettre s'est rendue à notre usine et a interrogé à son tour trois travailleurs, toujours les mêmes. Et les collègues ont répété les mêmes déclarations aux inspecteurs. Depuis ce jour nous sommes dans l'attente avec anxiété car nous ne faisons aucunement confiance à l'inspection d'autant plus que dans ce pays c'est l'argent qui dicte les lois.

Et voilà qu'en plus de ces tracasseries, la directrice de production qui fait régner la terreur dans l'usine, vient de renvoyer une collègue. Elle aurait tout simplement trouvé des déchets de mèches derrière son poste de travail. Elle l'a accusée de faire du

gâchis. L'ouvrière a répondu qu'elle n'était pour rien dans l'existence de ces déchets et qu'elle n'en était pas l'auteur. Mais pareil à un dictateur, notre directrice n'aime pas qu'on lui réponde. Elle veut qu'on la supplie à genoux et comme ce ne fut pas le cas, elle s'est trouvée vexée par cet affront. Et malgré les supplications de la victime et de ses collègues, elle l'a mise à la porte malgré le fait qu'elle avait plusieurs années de travail à son actif.

La direction ne mettra pas fin à ses attaques répétitives tant que nous n'appliquerons pas la « loi du talion ». N'a-t-on pas l'habitude de dire que la meilleure manière de se défendre c'est d'attaquer ?

SATOCI - CIREPCI : ATTENTION, DANGER !

Je travaille à la Cirepci-biscuiterie. Les biscuits que nous fabriquons sont cuits dans des fourneaux alimentés par deux produits très inflammables à savoir : le gaz et le DDO.

Mais pour des raisons que nous ne savons pas, nous travaillons sous des portes blindées que le patron prend le soin de verrouiller sur nous. Il y a une fois, un des fours s'est éclaté. Ce jour là, heureusement il n'y a pas eu de blessés. Et depuis, nous attirons l'attention de notre patron. Mais il s'en moque et continue de verrouiller la porte.

Nous, nous craignons pour notre sécurité car nous avons en

mémoire ce qui était arrivé à nos collègues au plateau il y a de cela une dizaine d'années. Un patron fou comme celui-ci avait pris l'habitude d'enfermer ses ouvriers parce que sa parfumerie était une usine clandestine et qu'il ne voulait pas que ça se sache. Et le jour où l'usine a pris feu, tous les 6 ouvriers ont péri dans les flammes.

Un tel scénario catastrophe n'est pas à exclure dans notre usine où le quotidien est très dur. Nous savons tous que dans ces usines « bana-bana » qui jonchent la zone industrielle de Yopougon, il n'y a même pas ne serait-ce qu'un simple extincteur ou une bouche de feu pour faire face à un éventuel incendie.

IL Y A 50 ANS : A L'APPEL DE SEKOU TOURE, LES GUINEENS VOTAIENT NON AU REFERENDUM DE DE GAULLE.

Le 2 octobre dernier, la Guinée Conakry a fêté le 50ème anniversaire de son indépendance. Nous saisissons cette occasion pour revenir sur cet évènement qui a été perçu comme un symbole d'espoir par tous les peuples assujettis par la colonisation, que ce soit en Afrique sub saharienne ou dans le Maghreb ou dans les îles de l'océan indien.

Le 28 septembre 1958, la Guinée a répondu Non au referendum de De Gaulle sur le projet de constitution. Sékou Touré proclame aussitôt l'indépendance du pays. Il est érigé en héros de la décolonisation.

Quel était le contexte de l'époque ? Au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'Angleterre qui est alors la principale puissance coloniale, commence à se retirer de ses possessions d'Asie, mais aussi des colonies d'Afrique ainsi que des territoires qu'elle contrôlait aux quatre coins de la planète. Dès lors il apparaissait de plus en plus clairement que le statut des colonies françaises était appelé à évoluer vers plus d'autonomie, voire vers l'indépendance.

L'ONU qui venait de naître, proclamait « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. » Mais en même temps elle laissait les mains libres aux puissances colonisatrices de cette époque. Les Etats-Unis et l'URSS, grands vainqueurs de la guerre, toléraient cette situation mais cherchaient néanmoins à étendre leur influence à travers le monde. C'est dans ce contexte que la France entreprend de réformer le cadre juridique qui régit son empire colonial. En 1956, la loi cadre de Gaston Deferre accorde une certaine autonomie aux colonies en leur permettant d'élire des assemblées territoriales et un conseil de gouvernement.

En 1958, De Gaulle rappelé au pouvoir pour résoudre la crise algérienne, propose une nouvelle constitution pour la France, celle qui donnera naissance à la Vème République. En ce qui concerne les colonies, cette constitution prévoit de les regrouper dans une « Communauté française » destinée à maintenir celles-ci sous la coupe de l'impérialisme français et à préserver son pré carré des convoitises non dissimulées des autres grandes puissances.

Au mois d'août 1958, De Gaulle entreprend une tournée dans les colonies afin de présenter son projet et vérifier les liens avec les cadres de chacun des pays concernés. Sékou Touré qui est alors président du Conseil de gouvernement de la colonie, lui déclare lors d'un discours public, que « nous préférons vivre la liberté dans la pauvreté à la richesse dans l'esclavage ! » Il encourage les Guinéens à se prononcer en faveur du Non.

Le « non » l'emporte avec 95% des voix. Le 2 octobre, la Guinée est indépendante. Le pays est en fête. Très rapidement de nombreuses personnes se mettent au travail gratuitement pour soutenir le nouvel Etat naissant. Les étudiants guinéens à l'étranger rentrent au pays pour apporter leur aide à ce régime qui se dit progressiste et révolutionnaire. Comparé à Senghor au Sénégal et à Houphouët Boigny en Côte d'Ivoire, tous les deux très liés à la puissance colonisatrice, Sékou Touré est perçu comme celui qui a « sauvé l'honneur de l'Afrique » et fait figure d'anti-impérialiste intransigeant. La prise de conscience par les populations de leur dignité longtemps bafouée par les colonisateurs, s'accompagne par bien des illusions à l'égard de ce dirigeant et par la suite à l'égard d'autres leaders nationalistes à travers le continent africain.

La réaction de la métropole n'a pas tardé. Elle a retiré immédiatement son concours administratif et financier. Une fuite systématique des capitaux est organisée. Devant cette situation créée par la France pour étrangler cette nouvelle république, le gouvernement fut contraint de nationaliser une partie de l'économie et de créer une monnaie guinéenne. Les banques, le commerce extérieur, les réseaux de l'eau et de l'électricité, les mines d'or et de diamant, passeront sous le contrôle de l'Etat.

C'est ainsi que la Guinée se tourne vers l'URSS. En septembre 1960, celle-ci lui accorde une aide financière pour la construction d'un barrage hydroélectricité sur le Konkouré. C'est grâce à ce barrage que l'aluminium peut être traité après extraction de la bauxite dont la Guinée est l'un des principaux producteurs mondiaux. Plusieurs gisements pourront être exploités par des compagnies mixtes. Aux côtés du gouvernement guinéen sont associés dès lors des trusts américains, canadien, allemand, italien. Les compagnies françaises Ugine Kuhlmann et Usiner restent en bonne place malgré la détérioration des relations avec la France. Les dirigeants guinéens estiment alors qu'ils n'ont plus besoin de l'aide de l'URSS. Leurs relations avec celle-ci se détériorent rapidement jusqu'à la rupture un an plus tard.

L'indépendance de la Guinée a permis à une nouvelle couche de dirigeants d'accéder à des privilèges jusque là réservés aux seuls blancs. Ces dirigeants et les cliques qui gravitent autour, ne se gênent pas pour afficher leur standard de vie luxueux et provocateur à l'égard de l'immense majorité de la population privée de tout. Pour celle-ci le nouvel Etat n'a pas apporté une quelconque amélioration des conditions d'existence.

A partir de ce moment le mécontentement à l'égard de Sékou

Touré n'a pas cessé de grandir. Son régime ne tolère aucune critique. Il invente des complots et en profite pour mettre en prison de nombreux militants syndicalistes.

Mais la répression ne se limite pas à la base. En juillet 1976, Diallo Telli haut dignitaire du régime et 1er secrétaire général de l'OUA depuis 1964, est arrêté et envoyé dans la chambre de torture du camp Boiro, un lieu de détention situé dans la périphérie de la capitale. Il faisait figure de rival possible du dictateur. Celui-ci le condamnera à mort, sans procès.

Les victimes de la répression de ce régime despotique de parti unique se comptent par dizaines de milliers parmi les petits commerçants des villes et aussi parmi les paysans pauvres surtout s'ils s'agissaient de Peuhls, ethnie représentant plus du quart de la population. De nombreux militaires ainsi que des jeunes encore élèves dans les écoles des différentes villes, sont arrêtés en masse et subissent des tortures dans les geôles de Sékou Touré. Durant les 25 ans de son pouvoir, deux millions de personnes sur une population totale d'environ sept millions, ont dû fuir à l'étranger, la misère et le régime de terreur.

Sékou Touré est mort en 1984. Depuis cette époque le pays est dirigé par Lansana Konté, un dictateur malade dont le pouvoir appuyé sur l'armée héritée de son prédécesseur, est très controversé dans le pays. Finalement depuis l'époque coloniale jusqu'à nos jours, le peuple de Guinée, que ce soient les travailleurs des villes, les paysans pauvres ou la jeunesse vivant dans les quartiers défavorisés, continue de vivre dans la misère et sous le joug de la dictature. Seulement celle-ci a changé de mains et de forme puisqu'il y a l'indépendance politique et en théorie le multipartisme.

En Guinée comme ailleurs, l'émancipation sociale des classes exploitées reste un objectif à préparer et à accomplir.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation